

Bombay et Davos ont souffert de routinisation et de désenchantement idéologique.

Du mou dans la mondialisation

Le rituel de la mondialisation n'est plus ce qu'il était. Le traditionnel face-à-face entre mondialistes et altermondialistes, réunis cette année à Bombay, a perdu de sa geste. Davos avait cru redonner un nouveau souffle à son happening alpin après le 11 septembre. Toutefois les débats sur la sécurité ont englouti les discussions sur la mondialisation. Quant à l'altermondialisme, qui avait beaucoup investi dans Lula, il est obligé de déchanter. Sans renier ses engagements, celui-ci défend avant tout les intérêts du Brésil dont il cherche à faire un des bénéficiaires de la mondialisation, y compris en se réappropriant la rhétorique néolibérale.

Pourtant, le désenchantement idéologique ou la routinisation de ces rendez-vous planétaires n'expliquent pas tout. Le fond de l'affaire est que la mondialisation est entrée dans une ère de fatigue politique qui tient à quatre facteurs : - La première est liée aux conséquences que le 11 septembre a eues et continuera d'avoir sur la mondialisation. Or, elles sont considérables. En effet, cet événement a changé le regard que portaient sur elle les plus puissants. Il a ainsi révélé que la dérégulation ne pouvait pas rester limitée aux activités marchandes et que, par capillarité, elle était de nature à s'étendre à l'ensemble des activités d'interaction sociale. D'où, naturellement, la question centrale du retour de l'Etat dans la régulation sociale. Toutefois, ce retour de l'Etat est beaucoup plus ambivalent qu'on ne le croit. Par certains côtés, les questions sécuritaires vont accroître le coût des transactions marchandes et réduire peut-être l'ampleur de celles-ci. Cependant croire que la réhabilitation de l'Etat sécuritaire peut entraîner vertueusement un réinvestissement social de l'Etat est un vœu pieux. L'exemple américain démontre le contraire. On peut même penser ou craindre que la contagion sécuritaire conduise les Etats à relire et repenser le monde à cette seule aune, quitte à déléguer les impératifs de la régulation sociale mondiale. La thèse bien légère défendue par Ulrich Beck sur la fin du néolibéralisme après le 11 septembre relève d'un fâcheux contresens.

- La deuxième difficulté rencontrée par la mondialisation au cours de ces dernières années tient au fait qu'elle n'a paradoxalement produit aucun effet spectaculaire sur le plan économique et social : la mobilité sociale des nations est restée faible, les dynamiques de croissance continuent à être cycliques et la formidable augmentation de la richesse mondiale reste hypothéquée par l'absence de mécanismes redistributifs globaux. Il en découle un écart assez considérable entre le discours sur la mondialisation, les bénéfices qu'elle est censée produire et ses

résultats effectifs. Certes, il n'est pas raisonnable ou même pertinent de parler d'échec. Seul le long terme permet de comprendre et d'évaluer la réalité des processus en cours. Mais le fait que la mondialisation soit vécue comme une contrainte constitue en soi un problème politique.

- La troisième source de difficulté découle de la faible et persistante préférence pour le libre-échange, aussi bien dans les pays riches que dans ceux qui le sont moins. A cela, il y a trois raisons essentielles. La première tient au fait que le libre-échange continue à être lu à travers le monde comme un processus purement mercantiliste dans lequel fermer ses frontières et faire ouvrir celles des autres constitue le résultat optimal à rechercher. Or, si tous les économistes savent que ce raisonnement est totalement aberrant sur le plan économique, les politiques n'ont jamais réussi à montrer à leurs opinions qu'elles devaient penser en des termes différents. Bien au contraire, eux-mêmes entretiennent cette représentation du mercantilisme en jouant aux épiciers dans les négociations internationales et en présentant tout nouveau contrat à l'exportation comme une source d'emplois. Ceci dit, il faut bien admettre que leur marge est bien étroite en la matière. Car si l'on poussait le raison-

Par ZAKI LAÏDI
politologue au Ceri (Centre d'études et de recherches internationales, fondation nationale des sciences-politiques. Vient de publier *la Grande Perturbation*, Flammarion 2004.

décisive de développement. Néanmoins, cette ressource n'a de sens que si d'autres conditions sont réunies. Si aujourd'hui les conséquences de l'Alena (*la zone de libre-échange Canada-Etats-Unis-Mexique, ndr*) sur le Mexique paraissent très ambivalentes et dans certains cas franchement négatives, ce n'est pas à cause du libre-échange mais parce que les élites mexicaines ont fait semblant de croire que l'ouverture de leur marché corrigerait les déséquilibres de la société mexicaine par contagion vertueuse. Or cette hypothèse est naturellement tout à fait erronée. Le libre-échange n'a de chances de produire des effets positifs que s'il est intégré à une stratégie économique et sociale cohérente, pensée et maîtrisée. Dans le cas contraire, le libre-échange aggrave les déséquilibres. C'est précisément ce qui se passe au Mexique.

- La quatrième difficulté rencontrée par la mondialisation vient de l'absence de tout progrès en faveur de la gouvernance mondiale. Cela tient à l'obsession sécuritaire des Etats-Unis mais également à leur refus de soumettre leur souveraineté nationale à une logique qui la contredirait (Kyoto, CPI, etc.). Les Européens qui pratiquent en permanence le partage de souveraineté sont beaucoup plus favorables à cette démarche de gouvernance mondiale. Seul hic, ils n'ont pas les moyens politiques de l'imposer. Ils les ont d'autant moins que les pays en développement ont sur ce sujet une attitude très ambiguë. Ils veulent une gouvernance mondiale, mais ils ne veulent pas qu'elle

s'applique à l'environnement et aux normes sociales fondamentales.

Pourtant, face à ces difficultés rencontrées par la mondialisation, l'altermondialisme paraît lui aussi fragilisé.

On observe en son sein plusieurs tendances : la première est « professionnelle » ; elle tire sa légitimité de sa compétence acquise sur le terrain dans des domaines comme la santé, l'éducation ou le développement... C'est souvent la tendance la moins flamboyante de l'altermondialisme car elle paraît soucieuse d'éviter les pièges de l'idéologie. C'est probablement celle qui survivra le mieux à une éventuelle décomposition de l'altermondialisme.

La seconde est la tendance « mouvementiste ». Influencée le plus souvent par des mouvements d'inspiration trotskiste, elle cherche avant tout à coaguler des forces disparates sur des bases très larges et très politiques, en usant de la rhétorique anticapitaliste et anti-impérialiste. Elle n'a rigoureusement rien à proposer sinon une mobilisation permanente, substitut fonctionnel de la révolution permanente.

Cette tendance vivace au sein du mouve-

ment Attac se trouve en opposition avec un troisième courant plus classique. Elle est, comme la mouvance trotskiste, très anti-américaine et très anticapitaliste. Ce qui la motive, ce n'est pas la création d'une coalition sociale mondiale, mais une dynamique anti-impérialiste conduite par des Etats souverains. Elle est souverainiste, protectionniste et naturellement antieuropéenne au prétexte que l'Europe serait libérale. Les dirigeants d'Attac qui parlent de « protectionnisme coopératif » n'ont naturellement jamais proposé le moindre contenu à ce slogan. L'objectif, c'est la taxe Tobin plus le protectionnisme. Cette mouvance a beaucoup investi dans Lula en tant que porte-parole de ce néo-tiersmondisme. Aujourd'hui, elle manque de symbole auquel rattacher son action. En France elle cherche donc, via Attac, à trouver un débouché politique auprès de la gauche dans l'intention de la radicaliser pour mieux la contenir, notamment, l'extrême gauche trotskiste. Totalement étrangère au monde ouvrier, Attac est avant tout le déversoir des orphelins d'une gauche bien pâle. Sa force ne réside ni dans l'originalité de ses propositions, ni dans son ancrage dans des réalités du monde en développement mais dans la persistance en France d'une culture révolutionnaire elle-même liée à la faiblesse de la culture social-démocrate au sein de la gauche réformiste. La situation de la Confédération paysanne n'est pas bien plus forte. Celle-ci vit avant tout de la notoriété médiatique de son leader et du mélange d'indulgence et d'incertitude dont la réception de ses propos fait l'objet. Ainsi José Bové a-t-il récemment proposé à Bombay de sortir l'agriculture de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) après avoir pendant un temps demandé avec d'autres la dissolution de cette institution. Or cette proposition est parfaitement extravagante car elle constitue le meilleur moyen de maintenir les subventions agricoles du Nord qui gênent tant les pays en développement. On peut d'ailleurs imaginer que cette proposition sera accueillie avec la plus grande consternation par certains pays comme le Brésil qui vient justement de saisir l'OMC pour obtenir le démantèlement des subventions américaines sur le coton. Que dira alors M. Bové si le Brésil gagnait auprès de l'OMC ? Le drame est que quand un altermondialiste tient des propos contestables, aucun acteur politique ne prend la peine de le démentir et de le contester, alors que s'est en réfutant certaines aberrations altermondialistes que l'on parviendra à convaincre l'opinion publique qu'il existe un espace d'action entre eux et les libéraux. L'altermondialisme n'est rien d'autre que l'expression d'une désespérance politique. ♦

Une des difficultés rencontrées par la mondialisation au cours de ces dernières années tient au fait qu'elle n'a paradoxalement produit aucun effet spectaculaire sur le plan économique et social.

nement jusqu'au bout, on constaterait que le commerce mondial n'a pas vocation à créer des emplois - car il en détruit autant qu'il en crée - mais à permettre une meilleure allocation des ressources. La création d'emplois dépend d'autres facteurs que le commerce. D'où une seconde difficulté qui résulte du fait que le commerce crée des gagnants et des perdants, et que cette distribution est inégale. Les perdants sont plutôt les travailleurs non qualifiés, y compris dans les pays en développement où la théorie économique prétend qu'ils sont les bénéficiaires potentiels de l'ouverture commerciale. La rareté du travail dans le monde bouscule ainsi le paradigme libre-échangiste et explique pour beaucoup le caractère anxiogène de la mondialisation.

La difficulté politique majeure concernant le libre-échange résulte donc du fait que tout le monde semble craindre les conséquences de l'ouverture, même si, à moyen terme, tout le monde peut en bénéficier. Il faut cependant ajouter à cela un fait essentiel : l'ouverture des marchés et le principe de l'avantage comparatif constituent sans nul doute une source